

FW 2024



BURUNDI ECONOMIC SUMMIT

**La libéralisation du secteur
agricole pour une croissance
inclusive au Burundi**



CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES

La libéralisation du secteur agricole pour une croissance inclusive au Burundi

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale: 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 22241575

Email: info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique. La mission du CDEGreat Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Presse médiatique : contactez notre Directrice de la Communication, Madame Monia Wakana, wmonia@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

La libéralisation du secteur agricole pour une croissance inclusive au Burundi

0. Introduction

Par sa position géographique, le Burundi dispose de beaucoup d'atouts pour son développement agricole : l'existence de microclimats, d'une multitude de paysages et de types de sols, une pluviométrie abondante (6 à 9 mois de précipitations sur l'année), un réseau hydrographique très important permettant la conception et l'exécution des vastes programmes d'irrigation et d'intensification des cultures, des terres disposant d'une bonne fertilité où l'on peut facilement intensifier la production agricole, une superficie de marais inexploités où l'on trouve des sols à haute potentialité de rendement et des gisements de roches calcaires, dolomitiques et phosphates qu'on peut exploiter et améliorer la fertilité des sols acides.

Nonobstant, le secteur primaire au Burundi occupe une place beaucoup plus modeste dans la sphère économique. Son essor est bridé par tous les facteurs économiques et sociaux qui sont à l'origine de la pauvreté structurelle du pays (petite taille, enclavement, faible capital humain, etc.).

Ce document est rédigé pour orienter et éclairer les différents acteurs au développement du Burundi (gouvernement, secteur privé, partenaires du développement et de la coopération au développement, institution financière, les universitaires, etc.) afin qu'ils agissent pour rendre dynamique et performant le secteur privé par la formulation des réformes économiques basées sur les aspects de libre-échange et de libre marché.

I. Les principales conclusions ressorties des présentations

- Accroître la production agricole à travers la promotion des systèmes efficaces de distribution d'intrants et de la vulgarisation des technologies novatrices
- Inciter à la valorisation des systèmes de productions locale et à la transformation des produits agricoles via la sécurité juridique, la recherche, la logistique et la formation

- Augmenter les investissements dans les infrastructures facilitatrices via la mobilisation du partenariat public-privé et la digitalisation.
- L'instauration d'un climat d'affaires transparentes, équitables et propice à l'investissement et à l'innovation via la neutralité concurrentielle et l'administration.
- La promulgation des flux de capitaux en réduisant les coûts élevés de transaction et des risques réels et perçus du financement agricole.
- Structuration et organisation des agriculteurs selon le modèle d'agrégateur.

II. Propositions des reformes ressorties du débat:

Sur l'aspect technique

- Passer de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture de marché.
- Favoriser l'agriculture sous contrat avec un changement de mentalité au niveau de la production, de la transformation et de la consommation.
- Faciliter l'accès aux intrants et aux semences de qualités pour augmenter la production et avoir le surplus à exporter.
- Améliorer la planification à court et à long terme pour établir les préalables du secteur agricole.
- Créer des agropoles pour rentabiliser l'agriculture au Burundi

- Faire face aux défis énergétiques en matière d'électricité et l'accès aux produits pétroliers pour booster la transformation agricole.
- Investir dans la recherche pour redonner la grandeur à l'agriculture, et miser sur l'intelligence artificielle pour faciliter l'innovation dans l'agriculture.
- Créer des structures de promotions des petites et moyennes entreprises.

Sur l'aspect vulgarisation

- Créer des connections entre l'agriculture familiale ou paysanne et les agropoles dans l'accès aux intrants et aux technologies novatrices
- Promouvoir les services d'assurance agricole au Burundi pour faire face aux défis et risques du secteur agricole et stimuler les investisseurs dans l'agriculture.
- Améliorer le capital humain via la formation et des idées innovantes pour booster la productivité agricole.
- Motiver les jeunes burundais à se lancer dans l'agriculture.
- Créer une synergie entre académicien et le secteur publics et privées dans les chaînes de valeur agricole.

Sur l'aspect financier

- Réaménager le taux de financement agricole via la Banque de la République du Burundi afin de favoriser les projets agricoles bancable via la réduction des obstacles à l'accès aux crédits bails.

- Sensibiliser les banques et microfinances à améliorer le financement agricole, et à accroître la production agricole, et à financer les chaînes de froid pour booster la commercialisation.

Sur l'aspect commercial

- Les Marchés communs de l'EAC et du COMESA sont des opportunités pour accélérer le commerce régional soutenu des produits agricoles burundais.
- Faciliter le commerce transfrontalier des produits agricoles et réduire les barrières non tarifaires sur ces produits lors de la commercialisation pour mieux se positionner aux chaînes de valeur.
- Palier aux problématiques de production, transformation et commercialisation agricole en facilitant l'accès au connexion internet, à la digitalisation, l'accès à l'électricité, la disponibilisation de la chaîne de froid et des laboratoires de certification, des infrastructures routiers de qualité pour mieux connecter le Burundi aux marchés frontaliers, régionaux et internationaux.
- Améliorer le respect de la loi sur la libre-concurrence et la mise en application des stratégies et des lois sur la propriété intellectuelle et industriel dans le secteur agricole, sans oublier l'encadrement des agriculteurs aux respects des normes de nos produits pour se positionner sur les marchés frontaliers, régionaux, continentale et mondiaux.

- Savoir vendre ce que l'on a, en revoyant la politique commerciale de nos produits via le marketing de nos produits agricoles.
- Valoriser les chaines de valeur de la production à la commercialisation pour élargir l'écart de bénéfice des investisseurs.





